

Critique des nationalismes

(entretien avec Nicolas Dessaux)

Peut-on vraiment parler d'UN nationalisme ou faut-il parler d'un nationalisme de droite et d'un nationalisme de gauche ? En dépit des convergences (« euroscepticisme » et protectionnisme, etc.), est-ce vraiment une idéologie homogène dans la mesure où elle n'exprime pas le sentiment et les intérêts d'une seule et même classe sociale: le nationalisme de droite est l'idéologie d'un petit patronat xénophobe qui lutte autant contre la mondialisation que contre la « fiscalité écrasante », quand le nationalisme de gauche serait celle de la bureaucratie ouvrière qui vise à revisiter le capitalisme d'État. Comment articules-tu ces deux formes de nationalisme ?

N. Dessaux. – Le nationalisme est un large courant dans la société, qui traverse plusieurs classes sociales, chacune lui imprimant des caractéristiques propres. A travers l'histoire, il a toujours été difficile à classer selon un axe droite / gauche. Les convergences historiques entre nationalisme de droite et nationalisme de gauche sont nombreuses, que ce soit le boulangisme à la fin du XIX^e siècle, ou encore le passage à droite de Doriot et Déat dans les années 30, ou plus récemment, celui de Dieudonné, de Riposte laïque, et ainsi de suite. L'historien Zeev Sternheel cherche à démontrer que le fascisme est issu de la gauche française ; on peut discuter ses thèses dans le détail, mais les exemples abondent pour montrer non seulement les transferts de l'un vers l'autre, mais aussi la communauté de certains thèmes. Les tentatives actuelles du Front National de percer dans l'électorat ouvrier, malgré une base sociale de petit entrepreneur et de commerçants s'ancrent donc dans une longue histoire.

Je voudrais essayer de clarifier la distinction entre ces deux formes du nationalisme et leurs bases sociales, afin d'éclairer les convergences. La véritable base sociale du nationalisme de gauche se compose à mon sens de deux éléments essentiels. Premièrement les fonctionnaires, qui entretiennent avec l'État un rapport ambigu, quelquefois schizophrène. Les fonctionnaires sont des salariés, des exploités, mais leur salaire n'est pas du capital au sens strict, pas plus que leur travail ne produit directement de plus-value. C'est dans ce sens que Marx les considère, à la suite de l'économie classique, comme des travailleurs improductifs – ce qui ne veut pas dire qu'ils ne font rien ou ne servent à rien. Je ne développerais pas ce point, qui mériterait à lui seul une longue discussion. L'idéologie du service public produit une cohésion plus forte, une adhésion plus forte aux objectifs officiels de l'employeur que dans l'entreprise privée, parce qu'elle parvient mieux à s'identifier à l'intérêt général. Dans une situation où les effectifs globaux des fonctionnaires sont menacés, le fonctionnaire se trouve placé dans l'impossibilité de réaliser cette mission et ses conditions de travail se dégradent à vue de d'œil. Cela provoque le désir d'un État fort, riche, qui a les moyens de mener sa mission de « service public », donc d'une fiscalité forte –le recours à l'emprunt public n'ayant plus le même attrait idéologique en temps de crise de la dette publique. C'est pour cela que, pour tout problème, la réponse de la gauche est « créons une nouvelle taxe ». L'idéologie étatiste est donc pour le fonctionnaire un réflexe de défense, sous une forme conservatrice – et comme tout idéologie, elle se présente comme soucieuse de « l'intérêt général ».

Cette idéologie étatiste se mue rapidement en nationalisme de gauche dès lors que la mondialisation du capital est perçue comme antagonique de ce projet de société. Les fédérations de fonctionnaires occupent une place de choix dans le syndicalisme français et sont traditionnellement l'une des bases électorales des partis de gauche. C'est là que la bureaucratie ouvrière, comme tu le dit, joue son rôle idéologique. Tout cela exerce une forte pression en faveur du nationalisme de gauche. Quand je parle de schizophrénie, c'est parce que cette relation du fonctionnaire à l'État mène dans une impasse puisque l'État reste son patron ; le conflit de classe est tout aussi aigu que pour n'importe quelle travailleurs du privé. Le décalage entre l'idéologie et la réalité le plonge dans une grande perplexité. On a pu le voir, par exemple, dans les grèves de 2003, où des enseignants qui se voyaient encore comme une profession particulière et respectable du fait de leur mission éducative, ont découvert qu'ils n'étaient rien d'autre que des travailleurs de l'éducation et que face à la répression policière, ils ne différaient pas des autres salariés. Ils revendiquaient plus d'État et c'est ce même Etat qui les affrontait à coups de matraques et de gaz. De ce point de vue, le fonctionnaire se trouve placé dans la même situation que le salarié du privé face à l'entreprise qui licencie tout en faisant des profits : l'incompréhension est totale, parce qu'il y a décalage entre l'idéologie et la réalité vécue.

Deuxièmement, il faut prendre en considération la mutation du salariat. A l'origine, le salaire était quelque chose d'éminemment personnel. Chaque salarié percevait une somme négociée avec le patron sur une base individuelle. Les luttes sociales ont permis d'imposer des formes de salaire collectif : grille salariale, convention collective, SMIC, et ainsi de suite, avec l'État pour interlocuteur et pour garant. De plus, aujourd'hui, une part croissante du revenu des salariés est versée sous une forme ou l'autre de salaire socialisé, que ce soit sous la forme de l'assurance maladie, des caisses de retraite, des ASSEDIC, des prestations sociales et familiales, de la prime pour l'emploi, et ainsi de suite.

Le mouvement ouvrier a, dans un premier temps, cherché à contrôler ce salaire socialisé, notamment par la création des mutuelles et d'assurance-chômage gérée par les ouvriers. Mais l'État s'en est progressivement emparé, directement ou indirectement, jusqu'à gérer complètement cette part du revenu des salariés. Lors de la création de la sécurité sociale, certains militants ouvriers, notamment anarchistes, avaient bien vu le risque qu'il y avait à attacher de cette manière la classe ouvrière à l'État. Ce changement illustre de manière très concrète un phénomène que Marx avait décrit dans le « chapitre inédit du Capital » par ce qu'il appelle le passage de subordination formelle à la subordination réelle du travail au capital. La formule peut sembler obscure théorique, mais le mouvement qu'elle décrit s'est amplement vérifié dans le siècle écoulé depuis. La reproduction de la classe ouvrière, la tâche de fournir au marché des travailleurs à exploiter, a été en grande partie absorbée par l'État.

A la fin du XIX^e siècle, l'ouvrier est totalement extérieur à l'État. Même s'il a conquis le droit de vote, il rencontre surtout l'État sous de la conscription et des soldats qui brisent les grèves à coups de fusil. Au contraire, dans le système actuel France et plus généralement en Europe, l'« État-providence » est une réalité concrète dans la vie quotidienne. Le salaire, direct ou social, est lié à l'État autant qu'au patronat. C'est donc un terrain idéal pour l'idéologie étatiste, et donc pour le nationalisme de gauche qui l'incarne aujourd'hui.

De son côté, le nationalisme de droite entretient à sa manière une relation ambiguë, mais différente à l'État. A l'heure actuelle, il reflète surtout les angoisses de couches sociales menacées par la globalisation du capitalisme, notamment par l'abaissement des droits de douane, par la mondialisation de la chaîne de production – qui affectent les petites et moyennes entreprises – et par l'irruption du capitalisme dans les secteurs traditionnels de la petite-bourgeoisie, comme le commerce de détail et la restauration. Même si ces secteurs ne sont pas menacés de disparition immédiate, ils se dissolvent peu à peu et la pression sur chacun de leurs membres est forte. Cela renforce pour eux l'attrait d'un État fort, qui les protégerait des effets de la globalisation par une politique protectionniste. Mais cet espoir est naturellement déçu, puisque dans le capitalisme global, l'Etat n'a guère d'autre choix que d'appliquer le programme néolibéral. Là encore, il y a un décalage entre l'état idéal et l'état réel, qui engendre une frustration, qui s'exprime par un discours sur les « élites », « l'oligarchie », avec des relents apparemment anticapitalistes – mais, sans référence aucune à l'exploitation, dans un sens diamétralement opposé au communisme.

Tu fais bien de mentionner la question de la « fiscalité écrasante » ; c'est un thème tellement rebattu par l'extrême-droite qu'il semble que toute critique de l'impôt soit fatalement de droite. Je le déplore, tout autant que le silence consternant des marxistes sur cette question essentielle ; nous devons lui opposer notre propre critique communiste de l'impôt. Aujourd'hui, pour les nationalistes de droite, cette critique recouvre à la fois celle des charges sur les entreprises et celle des « assistés ». Dans les deux cas, cela ne reflète rien de plus qu'un antagonisme de classe contre les salariés, que ce soit sous la forme du salaire direct ou socialisé. Cette haine n'est pas une abstraction : charges patronales et fiscalité financent pour une large part ce salaire social. Ce qui est revenu pour les uns apparaît comme une dépense pour les autres, et la petite-bourgeoisie se perçoit comme la grande perdante de cette redistribution. La critique de la « fiscalité écrasante » intègre tout cela.

Aujourd'hui, la peur de l'Europe est un thème fédérateur pour les nationalistes de droite comme de gauche : l'Union européenne est considérée comme une menace pour l'État-nation, comme le fer de lance dans capitalisme global et comme un danger pour l'emploi. En 2002, c'est sur ce thème bien plus que sur le racisme que Jean-Marie Le Pen a gagné des voix – même si seule l'effondrement de l'électorat socialiste explique sa place au second tour des présidentielles. En 2007, Nicolas Sarkozy a habilement entretenu l'ambiguïté en faisant passer son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'union pour une hostilité à l'Europe, que toute sa politique a démentie depuis. Et dans le référendum sur le projet de constitution européenne, extrême-droite et extrême-gauche pouvaient tout les deux réclamer la victoire, dans la plus grande confusion, Villiers et Mélenchon se partageant les saillies xénophobes sur le « plombier polonais ».

Il y a donc bien « des » nationalismes, de gauche et de droite, qui ne correspondent ni à la même base sociale, ni aux mêmes revendications. Néanmoins, il n'est pas exclu que les convergences partielles existantes se muent en ralliements dans l'aggravation de la crise sociale. Jusqu'ici, la frontière la plus étanche était la question du racisme. Le mouvement ouvrier n'est pas immunisé contre le racisme, bien des épisodes de sinistre mémoire en témoignent, mais le mouvement syndical, par exemple, est assez ferme sur ce terrain. Mais en temps de chômage durable et massif, les arguments anti-immigrés trouvent facilement écho en milieu ouvrier, surtout lorsque les partis de gauche ont déserté le terrain. L'antisémitisme rampant, sous ses différents déguisements, est une

brèche possible, tout comme l'est un laïcisme exclusivement tourné contre l'Islam – un mode d'argumentation dont le FN a réussi à s'emparer. Si cette barrière lâche, les convergences peuvent se multiplier d'autant que l'extrême-droite s'y emploie consciemment. Alors, la différence entre nationalisme de droite et de gauche risque de devenir très tenue.

La réalité de la mondialisation du marché, de la circulation des capitaux et des marchandises, des délocalisations de productions, rend le nationalisme encore plus vain qu'autrefois. Ce contexte ne doit-t-il pas aussi questionner les représentations classiques de l'impérialisme ?

N.D. – Tout dépend de quoi on parle. S'il s'agit de la définition classique de l'impérialisme, telle qu'elle a été proposée par Boukharine et popularisée par Lénine, elle me semble pour l'essentiel toujours correcte et d'actualité. Rappelons les cinq points de définition proposée par Lénine, puisque c'est la référence la plus couramment évoquée sur le sujet.

Premièrement, la concentration du capital et la production sous la forme de monopoles. Les superfusions de plus en plus titanesques que l'on a connues ces dernières années, la puissance et l'omniprésence des franchises qui font passer des secteurs entiers de la petite bourgeoisie (la restauration, notamment) à des entreprises d'échelle planétaire ; l'existence de logiciels ou de format propriétaire fonctionnant sur la plupart des ordinateurs au monde, montrent que le phénomène décrit par Lénine est toujours à l'œuvre. Deuxièmement, la fusion du capital bancaire et du capital industriel sous la forme du capital financier. Vu l'importance du capital financier, des actionnaires, l'interaction permanente entre la crise boursière et industrielle, ce critère reste pertinent. Troisièmement, l'importance de l'exportation des capitaux. Là encore, le phénomène a sans doute cru dans des proportions impensables au début du XX^e siècle, et la circulation des capitaux s'est accélérée à un rythme effréné, si bien que le critère reste valable. Quatrièmement, la formation de monopole à l'échelle planétaire qui se partagent le monde. C'est bien plus vrai aujourd'hui encore qu'à l'époque de Lénine. Combien reste-t-il de producteurs de voitures, de produits de pétrole, de produits chimiques, et ainsi de suite on ? On peut quasiment les compter sur les doigts de la main. Donc, ce critère demeure. Enfin cinquièmement, la fin du partage du globe entre les grandes puissances. Mise à part l'ironie du fait que l'une de ces grandes puissances se soit réclamée de la pensée du même Lénine, le principal changement réside dans le fait que le néocolonialisme, depuis la « décolonisation », a transféré l'apparence du pouvoir à des gouvernements « nationaux. Une illusion d'indépendance attribue leur confère le rôle d'agents exécutifs des multinationales et des puissances néocoloniales. L'avancée ou le recul de telle ou telle puissance dans une région du globe ou encore l'émergence de puissances secondaires ne modifie pas fondamentalement cet aspect.

Nous pouvons discuter de ce qu'il y a de nouveau depuis le début du XX^e siècle, mais on peut constater que les cinq caractéristiques popularisées par Lénine restent valables, malgré l'accélération et le changement d'échelle des phénomènes qu'il décrit. De ce point de vue, nous ne sommes pas sortis de l'impérialisme. Bien sûr, il y a des choses qui ont changé, notamment l'émergence des institutions financières internationales, la baisse spectaculaire des droits de douane, l'importance démesurée du capital fictif et notamment de la dette publique, autant de points dont nous pourrions discuter. Mais, si je suis parti de la définition de Lénine, c'est parce que, même parmi ceux qui se réclament de sa pensée, c'est rarement cela qui est en jeu lorsqu'on parle d'impérialisme.

Tu as raison de parler des *représentations classiques*, car dans l'imaginaire politique actuel, l'impérialisme désigne tout autre chose. C'est un synonyme pour la politique extérieure des USA, qui ne se rattache à la question des monopoles que par la stigmatisation de quelques entreprises symboliques (Coca-Cola, Disney, McDonald's par exemple). L'« anti-impérialisme » se résume hélas à soutenir tout ce qui s'oppose à cette politique ou à ses symboles. Il s'agit d'une version frelatée de l'anti-impérialisme, terme d'origine stalinienne, diffusé par l'URSS et ses « partis frères », qui continue de hanter les mentalités. C'est devenu l'étendard de toutes qui veulent parer leur nationalisme des vertus du marxisme.

Réduire l'impérialisme à la domination politique et économique des USA est représentatif de la pensée nationaliste – et ce n'est pas un hasard si c'est un thème commun aux nationalistes de droite comme de gauche. Cela déplace la question du capitalisme, c'est-à-dire de l'exploitation du travail salarié, vers celle de l'indépendance nationale, comme si les travailleurs d'une entreprise aux capitaux français ou belges étaient moins exploités que ceux d'une entreprise aux capitaux américains. On peut critiquer le militarisme américain et montrer ses liens avec l'impérialisme comme stade du capitalisme, mais les raccourcis théoriques masquent des intérêts de classe divergents, une conception non-ouvrière de l'impérialisme.

Ne doit-on pas lier les questions du nationalisme et de la mondialisation libérale, à une situation où l'État deviendrait surtout le garant de la sécurité des investissements ?

N.D. – De manière plus générale, la mondialisation restructure la relation entre la classe capitaliste transnationale et les États indépendamment du fait qu'il soit constitué sur une base nationale. L'État ne garantit pas seulement la sécurité des investissements, mais plus largement propose un certain nombre de services, allant du niveau de technicité des ouvriers à la paix sociale en passant par les infrastructures, la fiscalité, ou encore l'accès à des matières premières ou des débouchés commerciaux. Dans sa décision d'investir dans tel ou tel pays, une entreprise multinationale doit prendre en considération tous ces paramètres. Les états nationaux sont donc en concurrence entre eux sur ce marché international. Les services disponibles et leur coût global sont, de manière croissante, fixés par ce marché et les politiques des Etats sont autant de réponses aux besoins du marché, quelques en soient les conséquences sociales. Les plans d'ajustement sectoriels du FMI, les plans de restructuration liés à la dette publique, correspondent à cette exigence. C'est le phénomène essentiel de la période actuelle : dans le capitalisme global, c'est le capital qui détermine l'Etat.

L'autre point essentiel, c'est de bien comprendre que le néolibéralisme n'est pas simplement une idéologie, c'est une politique économique adaptée aux besoins actuels du capital – d'où une approche très pragmatique lorsque l'intervention de l'Etat est nécessaire. La crise de la dette publique n'est pas une nouveauté, même si elle s'accroît chaque année. C'est aujourd'hui l'un des moyens de pression les plus efficaces du marché pour contraindre les Etats à la restructuration, en les forçant à choisir entre celle-ci ou la fermeture des robinets du crédit. Autrement dit, le néolibéralisme, dans la pratique, contraint l'Etat à une « cure d'amaigrissement » aux conséquences violentes. Cela ne vise pas à affaiblir l'Etat, mais à l'adapter aux besoins du marché international, en termes d'infrastructures, de cadre légal et fiscal, de main d'œuvre, etc.

Une personne endettée n'a pas beaucoup de choix dans la gestion de son budget, puisque sa priorité va être de rembourser sa dette, surtout si les créanciers se font pressants, qu'il lui devient difficile d'accéder à de nouveaux crédits. Il en va de même pour les Etats, toutes proportions gardées. Mener

une politique différente lorsque l'essentiel du budget est tendu vers le paiement de la dette publique est impossible – d'où la convergence économique entre droite et gauche, qui ne diffèrent guère que sur des sujets de « société » et non sur leur programme économique. Du point de vue du capital, selon la célèbre formule de Margaret Thatcher, « il n'y a pas d'alternative ». On a vu la réaction des institutions internationale lors du renversement de ben Ali en Tunisie, par exemple : le message, c'était : choisissez n'importe quel gouvernement, pourvu qu'il paye la dette. C'est le critère n° 1 pour la bourgeoisie. Quand tu parles de « vanité du nationalisme », je crois que c'est un bon critère : sont-ils prêts à refuser de payer la dette ? A aller plus loin que leurs éternelles propositions de « moratoires », qui en sont que des variantes sur le thème du plan d'ajustement ? Sont-ils prêts à affronter la bourgeoisie sur ce terrain ? A proclamer la banqueroute de l'Etat ? Je ne crois pas. Comme tous les partis de la bourgeoisie en temps de crise, ils prétendent simplement avoir une meilleure méthode pour renflouer leur cher Etat. C'est pour cela que nous considérons que la vieille revendication communiste du non-paiement de la dette, comme la Ligue des communistes réclamant la banqueroute de l'Etat dès 1848, est plus que jamais d'actualité.

La classe capitaliste d'un État puissant quelconque garde-t-elle autant qu'autrefois des intérêts spécifiques vis-à-vis de la classe capitaliste internationale ?

N.D. – La classe capitaliste est tout sauf homogène et uniforme. La considérer ainsi amène souvent à une simplification abusive. J'ai déjà parlé de la façon dont la classe capitaliste transnationale voit les choses. Pour la couche inférieure du patronat, le patron de PME, qui reste la plus nombreuse numériquement, la concurrence internationale est trop rude. Il recherche la protection d'un Etat qui garantisse ses profits dans le cadre des frontières, même si cela entre en contradiction avec son désir d'un État léger qui ne coûte pas trop cher en taxes et en charges. Cette classe sociale dispose d'un certain impact politique par ses liens avec les partis au pouvoir, ou encore, dans les chambres de commerce et d'industrie, les syndicats patronaux, qui lui permettent d'exercer un poids politique. Ce qui unit cette moyenne bourgeoisie nationale à la grande bourgeoisie, ce sont ses intérêts communs dans la lutte contre les salariés, même si leurs revenus et leurs positions sociales sont sans commune mesure. Mais dans la concurrence interne au capitalisme, elle a sa propre conception du rôle de l'Etat et ses propres moyens d'action sur lui. Pour elle, le nationalisme n'est pas un idéal, mais une nécessité économique.

Au-delà de la dimension sociologique, c'est-à-dire des liens personnels et familiaux qui unissent bourgeoisie, technocratie et classe politique, il y a un circuit financier qui mérite d'être examiné. Soutenir une entreprise « française », par exemple, pour l'Etat français, c'est l'aider à réaliser des profits, que ce soit par des subventions, des facilités, des commandes publiques, etc. Mais une partie substantielle de ce profit, de la plus-value produite, revient dans les caisses de l'Etat par le biais de la fiscalité directe ou indirecte. Les économistes bourgeois parlent de « retour fiscal » pour évaluer les rentrées fiscales prévisibles en fonction de la politique économique de l'Etat. Une entreprise qui a son siège, son administration ou ses usines dans le pays contribue donc à ce retour fiscal. Même si elle échappe à la fiscalité directe sur les entreprises, par le jeu des paradis fiscaux, cet argent peut rentrer dans les caisses de l'Etat via les impôts de ses salariés, les droits d'exportation, les taxes sur la valeur ajoutée et ainsi de suite. Protéger « ses » entreprises, pour un Etat, n'a rien à voir avec un quelconque patriotisme, même s'il en prend les accents idéologiques : c'est une nécessité induite son propre circuit financier, par ses propres intérêts économiques – et je ne parle pas ici des

entreprises dans lesquels l'Etat est actionnaire, où il agit directement en tant que capitaliste. De ce fait, en dehors des questions de défense nationale, ce qui intéresse l'Etat est moins de connaître l'origine des capitaux que la part de la plus-value qu'elle peut capter. Favoriser l'implantation de firmes étrangères peut être une stratégie rentable, même pour un Etat puissant, puisqu'il en bénéficie également.

N'y a-t-il pas des intérêts spécifiques des bourgeoisies des pays émergents qui veulent leur part d'un gâteau encore en partie structuré chez eux par l'époque précédente, ce qui expliquerait la force du nationalisme de gauche en Amérique latine par exemple ?

N.D. – La bourgeoisie nationale peut avoir intérêt à se placer sous l'aile protectrice de l'Etat et soutenir des politiques protectionnistes. C'est un phénomène courant dans les pays de capitalisme dépendant, mais qui n'y est pas limité. Le nationalisme de gauche se réduit en définitive à une tentative de moderniser le pays par l'action volontariste de l'Etat, ce qui implique de lui donner les moyens de le faire. Hors des métropoles occidentales, il est appuyé par les couches intermédiaires de l'Etat et de l'intelligentsia, officiers, ingénieurs, techniciens, plus que par la bourgeoisie elle-même.

Pour cela, les pays qui disposent de ressources naturelles sont avantagés, car ils peuvent y puiser les moyens nécessaires à leur politique. Je voudrais introduire ici un élément que je n'ai pas encore fait intervenir dans la discussion, c'est la question de la *rente foncière*. Là encore, on touche du doigt l'une des catégories du marxisme malaimée des « marxistes ». Pourtant, à de nombreuses reprises dans le *Capital*, Marx insiste sur le fait que la société bourgeoise composée de trois classes principales : prolétaires, capitalistes, propriétaires fonciers, qui correspondent aux trois formes essentielles de revenus, le salaire et la rente. Cette dernière est le revenu qui provient du monopole sur une « portion déterminée du globe », pour reprendre la formule de Marx.

La propriété minière, le secteur pétrolier par exemple, est intrinsèquement liée à la rente foncière. La quantité de capitaux que l'on doit investir pour faire des profits est directement liée à des propriétés géographiques. La distribution des ressources est inégale, qu'il s'agisse de mines, de champs de gaz ou de pétrole, de fertilité des terres, d'accès à la mer ou à l'eau potable, etc. Il est différent, par exemple, d'exploiter le pétrole abondant de l'Arabie saoudite ou d'installer des plateformes pétrolières dans la mer du Nord. Cela peut sembler une banalité, mais l'impact pour le capitaliste est différent, puisque la masse de capitaux à investir avant d'obtenir la première goutte de pétrole n'est pas la même. C'est cette différence qui constitue la base de la rente foncière dans le mode de production capitaliste. Comme elle émane de propriétés géographiques ou géologiques, cette propriété est par nature inamovible, où, dit autrement, les capitalistes peuvent investir des capitaux n'importe où, mais la rente foncière reste liée à un lieu donné.

L'Etat peut percevoir tout ou partie de cette rente foncière, selon qu'il est directement propriétaire des ressources naturelles ou qu'il perçoit des taxes et des impôts sur leurs produits. Mais il n'en bénéficie que si les ressources sont exploitées, donc si des capitaux sont investis. Avoir du pétrole ou du minerai ne sert pas à grand-chose s'il n'est pas exploité, pas plus que posséder une parcelle de terre ne procure de nourriture si vous n'y récoltez rien. Dès lors, il existe pour l'Etat deux stratégies possibles, exploiter directement – c'est-à-dire agir en tant que capitaliste – ou attirer des capitaux privés. Cela n'est pas une simple matière de choix politique, mais d'abord de compétition entre Etat

et capital privé pour la captation de cette rente. A l'échelle internationale, les deux stratégies existent donc en fonction de rapports de forces historiques.

L'une des caractéristiques économiques du nationalisme, c'est la volonté de capter la plus grande partie possible de cette rente, en nationalisant les secteurs qui la produisent, mine et énergie par exemple. Cette base économique trouve sa projection idéologique, qui se présente comme émanation de l'intérêt général – c'est la caractéristique générale de toute idéologie que de faire passer pour intérêt général la défense des intérêts particuliers d'une classe sociale. De même, le conflit entre capitalisme d'Etat et capitalisme privé n'est pas en premier lieu idéologique, mais directement économique : c'est le reflet de la lutte pour s'arroger la majeure partie de la rente.

Des gouvernements nationalistes de gauche comme celui de Chavez au Venezuela et Morales en Bolivie emploient la relative richesse fournie par la rente foncière pour mener une politique sociale ambitieuse. Mais on trouve des situations tout à fait similaires dans des pays gouvernés par des régimes classés à droite. Bien sûr, si on considère cela comme du « socialisme », alors l'Arabie Saoudite est plus « socialiste » que le Venezuela ou la Bolivie. J'en profite pour régler un compte avec un malentendu fréquent : lorsque nous disons que ces pays ne sont pas socialistes, qu'il n'y a pas de socialisme sans abolition du salariat, on nous répond souvent, selon un stéréotype inauguré par Fidel Castro, que le système de santé est meilleur dans ces pays que dans les autres. C'est probable, et tant mieux pour celles et ceux qui en bénéficient. Mais ça n'est pas un critère de socialisme. Inutile de dire que lorsque cet argument est employé pour justifier la répression contre les militants ouvriers, on sombre dans le ridicule. Avoir un bon système de santé n'autorise pas à réprimer les grèves ou à emprisonner les syndicalistes. C'est pour cela que la critique du nationalisme de droite comme de gauche est l'une des tâches théoriques essentielles pour les communistes aujourd'hui.

Quel rôle joue, selon toi, l'héritage de la guerre d'Algérie dans le soutien de l'extrême gauche française aux luttes de libération nationale ?

N.D. – En effet, la guerre d'Algérie a constitué le creuset de l'extrême-gauche française actuelle. Nombre de militants, d'organisations, de courants et d'idées se sont formés durant cette période, qui continuent de marquer le paysage. Pour de jeunes militants anti-colonialistes, rejoindre l'extrême-gauche permettait d'échapper aux ambiguïtés du PCF sur la question algérienne. Les trotskistes, les « prochinois », mais aussi certains libertaires ou encore un groupe comme Socialisme ou Barbarie, ont vu affluer, du moins à leur échelle, des jeunes militants désireux de manifester concrètement leur soutien au FLN ou au MNA. Il en va de même des réseaux clandestins de Jeanson et de Curiel, qui ont été une véritable pépinière de militants dotés d'une formation solide et sérieuse. Certains de ces militants, comme Alain Krivine ou Jacques Jurquet, pour ne citer qu'eux, ont joué par la suite un rôle essentiel dans l'histoire de l'extrême-gauche française. Dans la guerre d'Algérie, certains développent une critique correcte de la direction du FLN, mais se laissent illusionner par l'existence d'une tendance marxiste minoritaire en son sein. C'est donc une extrême-gauche avant tout anti-colonialiste et anti-impérialiste qui s'est développée avec dynamisme à partir de la deuxième moitié des années 60. Des militants ouvriers l'ont rejoint, parce que cela permettait de poursuivre leur engagement révolutionnaire en rupture avec un PCF de plus en plus électoraliste et modéré. Jurquet, l'un des pionniers du maoïsme français, reconnaît volontiers, dans ses

mémoires, qu'il a toujours été plus intéressé par l'anti-colonialisme que par le mouvement ouvrier, malgré son attachement au caractère ouvrier du parti.

Quand on examine l'histoire de ces organisations, la tension entre l'engagement anti-impérialiste et les « tournants ouvriers » est un antagonisme récurrent, mais rarement identifié comme tel, ne serait-ce que parce que la ligne de partage ne passe pas vraiment entre les organisations, mais en leur sein, dans les pratiques concrètes des militants. La focalisation sur les ouvriers immigrés, à partir du début des années 70, permet d'une certaine façon de résoudre la contradiction, puisqu'il est à la fois exploité et colonisé – et délaissé par un PCF dont le discours confine parfois à la xénophobie. D'une certaine façon, l'anti-colonialisme subit l'hégémonie ouvrière, qui fait que dans cette période de luttes intenses de la classe ouvrière, tout discours de lutte doit se calquer sur un discours de classe.

Pour comprendre cela, pour comprendre comment fonctionne cet antagonisme au sein de l'extrême-gauche, il faut examiner la manière dont elle conçoit l'anti-colonialisme, l'anti-impérialisme, l'internationalisme. Dans la lutte contre la colonisation, ils sautent rapidement de l'analyse des méfaits du colonialisme, au soutien aux directions nationalistes, comme si c'était la seule solution possible, la conclusion naturelle. Ce qui est évacué dans ce raisonnement, c'est la possibilité que la classe ouvrière dirige la lutte contre le colonialisme sur ses propres bases, sans soutenir la petite-bourgeoisie ou la bourgeoisie nationale. C'est sur la base de ce raisonnement que certaines organisations d'extrême-gauche sont devenues les faire-valoir de telle ou telle organisation nationaliste, voire ont dissout leur section locale dans celles-ci, en renonçant d'emblée à se construire comme alternative. Certaines justifications, fondées sur la faiblesse de la classe ouvrière dans tel ou tel pays colonisé, placent les paysans dans le rôle d'avant-garde révolutionnaire, dévolu à la classe ouvrière en occident, comme si c'était une question purement tactique. Cette conception est ancrée dans l'histoire de l'anti-impérialisme. Au cœur de la révolution Russe, l'appel aux mouvements anti-coloniaux, indifféremment de leur base sociale, visait à saper les puissances coloniales qui menaient la guerre à la jeune Union soviétique et accentuer la crise politique et sociale dans ces puissances coloniales pour précipiter la révolution mondiale. On peut débattre aujourd'hui de savoir si c'était une bonne ou une mauvaise tactique, à partir du moment où on constate qu'elle a échoué. Mais ce qui était tactique s'est institutionnalisé en stratégie à long terme, s'est imposé comme une évidence qu'on ne pouvait plus remettre en cause : il fallait soutenir les organisations nationalistes, s'allier avec elle ou prendre la direction du mouvement nationaliste... en s'appuyant sur la même base sociale que lui. Dès lors, il y a une partition du monde entre un Occident où les luttes ouvrières seraient pertinentes, et un Tiers-monde où il faudrait s'appuyer sur les paysans, la petite-bourgeoisie, le « peuple » au sens large. L'internationalisme n'est plus considéré comme l'union mondiale de la classe ouvrière, mais comme le soutien aux luttes de libération nationales, conçues comme légitimes par essence au sein de leurs frontières nationales. On peut habiller tout ça de vocabulaire marxiste et même faire des analyses pertinentes des rapports de classes dans tel ou tel pays, cela ne change rien à l'affaire : dès lors qu'on essaie d'exporter le marxisme pour servir les intérêts d'une autre classe, on le vide de son contenu. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une erreur, d'une mauvaise compréhension du marxisme, même si cela peu exister : cette conception de l'anti-impérialisme fait partie d'intégrante du nationalisme de gauche, tout simplement parce que les bases fondamentales sont les mêmes : il s'agit de construire un capitalisme régulé par l'Etat, un capitalisme national.

Ce qui nuance le propos, et ce qui explique la tension que j'évoquais précédemment, c'est le fait que ces organisations, ou au moins certaines d'entre elles, prenaient au sérieux le travail en direction de la classe ouvrière, disposaient parfois d'une base ouvrière ou tout au moins salariée. Le communisme ouvrier se manifestait donc en leur sein, exerçant une pression sous la forme de l'intégration dans les luttes sociales, voire, dans les années 70, dans les luttes anti-hiérarchiques de la classe ouvrière. On pourrait sans trop de difficulté analyser l'histoire de l'extrême-gauche française sur la base de cette contradiction, et classer les organisations selon l'influence respective du communisme et du nationalisme en leur sein.

C'est ce phénomène qui explique, par exemple, les contradictions flagrantes d'une partie de l'extrême-gauche, marxiste ou anarchiste, entre un discours de classe plutôt correct pour l'Europe occidentale, et le soutien aux organisations nationalistes les plus réactionnaires dans d'autres parties du monde ; quand on les examine de près, on découvre que ce ne sont pas les mêmes militants qui produisent le discours au sein de l'organisation, que les deux courants coexistent simplement sans que les militants se soucient de cohérence, d'où une ligne confuse.

Le nationalisme en tant que mouvement séparatiste a pratiquement disparu en Europe après la disparition de l'empire austro-hongrois et la création des États polonais et irlandais. La question y est réapparue dans les années 90 avec la Yougoslavie qui s'est retrouvée dans une déconstruction rapide et violente de son État fédéral. Aujourd'hui, si l'on met de côté les nationalismes plus ou moins folkloriques, les pays européens avec des problématiques séparatistes me semblent surtout être:

- **la Belgique évidemment, avec le fort séparatisme flamand face à une Wallonie industriellement sinistrée (les capitalistes flamands pensent mieux attirer les investisseurs en se séparant des wallons),**
- **Un vieil État: l'Espagne, où les basques et les catalans parlent des langues régionales, mais surtout où la Catalogne est une région très prospère,**
- **l'Italie, où là le séparatisme nordiste (« padanien ») n'a plus rien d'un « fait national » à base linguistique, mais exprime cyniquement le souhait d'un patronat régional de ne plus payer le déficit d'une autre région.**

N.D. – En effet, le séparatisme en Europe est aujourd'hui essentiellement une affaire de régions riches contre régions pauvres. L'oppression nationale ou linguistique au sens strict est résiduelle, soit parce qu'une langue, celle de l'État central, l'a emportée comme c'est le cas en France, soit parce que la loi permet le développement de plusieurs communautés linguistiques plus ou moins harmonieusement. A partir du moment où il a réussi son objectif, c'est-à-dire constituer une communauté nationale et linguistique à peu près homogène, un État peut très bien, à la marge octroyer quelques libertés aux locuteurs de langues minoritaires. C'est pour cela qu'on ne peut pas raisonner en se fondant uniquement sur le corpus théorique de l'avant-guerre. Même dans le cas de la scission de la Tchécoslovaquie de la division de la Yougoslavie, les considérations économiques sur le développement relatif de chacune des parties a joué un rôle central.

Je crois que cela pose une question théorique très importante sur la relation concrète que la bourgeoisie entretient avec l'État. J'ai déjà à plusieurs reprises souligné le rôle de la fiscalité, et le fait que c'était l'un des angles morts du marxisme. Marx lui-même y accordait une attention particulière, mais n'a pas vécu assez pour développer cette question dans le Capital comme il aurait

souhaité le faire, si l'on en croit le plan de l'ouvrage complet qu'il avait dressé. Par la suite, les marxistes ont le plus souvent considéré l'État que du point de vue de ses fonctions politiques, sans prendre en considération cette base, économique, comme s'il était une pure superstructure. C'est une conception idéaliste, non matérialiste, de l'État. La bourgeoisie privée à une conception pratique bien plus concrète que ces marxistes : elle paye des impôts et des taxes, pris sur la masse de la plus-value, en échange d'un certain nombre de structures et de services. Pour ce prix, elle considère qu'elle a le droit à un certain niveau de paix sociale, de salaires, de formation pour les ouvriers, d'infrastructures routières et portuaire, et ainsi de suite. C'est particulièrement vrai dans la période de capitalisme globalisé, car elle peut « faire jouer la concurrence », entre les États, en déplaçant ses capitaux là où les conditions sont les meilleurs. Or, il existe des cas de figures où les conditions offertes sont bonnes, que ce soit du point de vue des infrastructures, de la main-d'œuvre, des matières premières, de la proximité des marchés, ou autre, mais le coût fiscal et/ou salarial élevé. C'est particulièrement le cas quand il y a des différences fortes de développement entre plusieurs régions la bourgeoisie, qu'elle soit nationale ou internationale, il est souvent les deux à la fois, peut alors avoir intérêt à séparer ces régions pour obtenir les meilleures conditions : un pays qui offre des conditions satisfaisantes pour un coût fiscal et/ou salarial maigre. C'est notamment le cas lorsqu'il existe un déséquilibre géographique fort du chômage. Jusqu'à un certain point, un taux de chômage élevé est favorable au capital puisque cela exerce une pression sociale sur les salariés. Mais cela a un coût, puisque l'indemnisation du chômage fait partie de la masse salariale globale, quelque soit le système de répartition. Créer, comme en Flandre, une région à faible taux de chômage pour abandonner une autre, peu rentable du fait d'un coût élevé du chômage, comme la Wallonie, peut être une tactique rentable.

Évidemment, la bourgeoisie n'est pas dénuée de contradictions. Le seul cas où vous la trouverez unie, c'est lorsque ses intérêts en tant que classe sont menacés. Chaque actionnaire, chaque entreprise, chaque patron peu apprécier de manière différente quels sont ses intérêts dans une question comme celle-ci. D'une certaine manière, le séparatisme est l'expression du néolibéralisme, dans la mesure où sa préoccupation, c'est d'alléger le poids de l'État dans l'économie, plus particulièrement celui de la dette et de la fiscalité.

Bien sûr, il existe en Europe, à côté de ces séparatismes de droite, des séparatismes de gauche, généralement créés, sous leur forme actuelle, en référence aux mouvements de libération nationale du tiers-monde. Ils peuvent, comme au Pays Basque, jouer un rôle substantiel, y compris dans les luttes sociales. Mais, en l'absence d'une situation coloniale bien identifiable qui justifierait leur existence, ils sont coincés entre évoluer vers le nationalisme de droite, en revendiquant la capacité de leur territoire à constituer une entité économique viable, ou ne différer en rien du nationalisme de gauche, c'est-à-dire de revendiquer un État-providence, quoique à une autre échelle. Dans ces régions, on voit mal au nom de quoi les communistes s'investiraient dans ces luttes, dans la mesure où elles ne constituent pas un enjeu réel pour la classe ouvrière ; le principal point de contact pourrait être la question des prisonniers politiques, de la liberté d'organisation et d'expression, bref sur des questions « démocratiques », que nous défendons par principe. Par exemple, après l'annonce du dépôt des armes par l'ETA, qui est une bonne nouvelle, la libération massive des prisonniers politiques basques est une revendication justifiée, même si nous sommes opposés à leurs idées comme à leurs pratiques.

Comment faire la distinction entre du séparatisme nationaliste et des problématiques coloniales tardives ? Je prends le cas de la Tchétchénie: est-ce ça ne relève pas d'un colonialisme russe ? Ou le Tibet d'un colonialisme chinois ? Quand ça prend cette forme là, est-ce que ça n'apporte pas un questionnement spécifique en termes de « légitimité » de la revendication séparatiste, qui devient aussi un moyen d'échapper à l'oppression et/ou à la colonisation ? Imaginons qu'il y ait un prolétariat organisé en Tchétchénie ou au Tibet, sa tâche serait bien rude de lutter pour la liberté sans se laisser piéger...

N.D. – La distinction est importante, en effet. Le problème du nationalisme, c'est de sauter directement du constat, c'est-à-dire de l'existence d'une situation coloniale, aux solutions qu'ils préconisent, c'est-à-dire l'indépendance nationale sous le contrôle de n'importe quel parti nationaliste bourgeois, quelque soit son programme – voire, dans certains cas, d'aller directement à la solution indépendamment de l'existence ou non du problème. La première chose à faire, d'un point de vue communiste, c'est de rompre avec cet enchaînement pseudo-logique, et d'analyser les problèmes du point de vue des intérêts de la classe ouvrière. Mansoor Hekmat disait, en plaisantant à moitié, que dans un pays où il n'y aurait qu'un seul ouvrier, nous devrions nous battre pour que cet ouvrier soit communiste. Je crois que c'est un point de départ important : nous sommes un parti ouvrier qui veut organiser la classe ouvrière pour le communisme à l'échelle mondiale. Admettons que dans un pays soumis à une pression coloniale, la lutte pour l'indépendance constitue une nécessité vitale pour la classe ouvrière. Est-ce que cela signifie pour autant qu'il faille que le parti ouvrier se mette à la remorque de nationalistes bourgeois, qui souhaitent le développement économique du pays lié par un État fort ; de nationalistes petits-bourgeois qui souhaitent plus de place à prendre dans l'administration et les professions libérales pour les « indigènes » ; de nationalistes paysans qui souhaitent que leur terre échappe à la puissance coloniale, et ainsi de suite ? On peut prendre un exemple historique connu, celui du Vietnam dans les années 30, le mouvement animé par Ngo-Van organisait les ouvriers contre le colonialisme sur une base spécifiquement ouvrière et refusait l'alliance avec les nationalistes, contrairement à Ta Tu Thau et son assassin Ho Chi Minh.

En soit, l'indépendance peut être, comme tu le suggères, une solution recevable même pour les communistes ; nous n'avons pas de raison d'y être farouchement opposés sur des bases principielles, abstraites et dogmatiques. Prenons par exemple la situation au Timor oriental, ancienne colonie portugaise devenue indépendante grâce à la révolution des œillets au Portugal, aussi envahie par l'Indonésie, et aujourd'hui indépendant : les massacres commis par l'armée indonésienne, les incendies de plaine organisés pour traquer les rebelles, le racisme anti-noir, faisaient que l'indépendance était la meilleure manière de protéger les civils. Notons que l'objectif de l'invasion indonésienne était les champs de pétrole ; la classe ouvrière ne représente sans doute que quelques pourcents de la population timoraise, mais c'est bien eux qui étaient l'enjeu du conflit. S'il avait existé, un parti communiste ouvrier au Timor aurait eu raison de défendre l'indépendance immédiate et de se battre, avec ses propres méthodes, pour l'obtenir, sans pour autant se soumettre aux nationalistes.

Il faut examiner le contenu spécifique du nationalisme dans chaque pays et sa signification pratique. Par exemple, prenons la situation complexe du Kurdistan d'Irak. Le nationalisme Kurde et le nationalisme Arabe visent l'un et l'autre à l'hégémonie de leur « ethnie », ce qui entraîne des

conflits dans des cités comme Mossoul et Kirkouk. Lorsque les nationalistes arabes étaient au pouvoir, sous Saddam Hussein, ils ont « arabisé » ces villes, en expulsant des familles kurdes. Puis quand les nationalistes Kurdes sont arrivés au pouvoir, ils ont fait le contraire. Là dedans, les êtres humains n'existent que selon des déterminations ethniques et sont déplacés au gré des politiques nationalistes. Au milieu de tout cela, vivent des Yézidis, des Turkmènes, et ainsi de suite, qui subissent malgré eux la domination des nationalistes puisqu'ils sont minoritaires. Dans la guerre civile, nos camarades communistes-ouvriers sont intervenus pour la paix entre ces communautés. Leur lutte contre le nationalisme porte spécifiquement contre la division de l'humanité en communautés ethniques et/ou religieuses. Si je prend cet exemple, c'est parce qu'il s'applique sans problème à bien des nationalismes à base ethnique ou religieuse, plus ou moins explicite. Nous parlions de l'Algérie : lorsque le FLN insistait sur son caractère arabo-musulman, l'extrême-gauche française ne semble pas avoir compris ce que cela signifiait. Pourtant, dans la pratique, c'était la négation des droits des non-arabes et des non-musulmans, qui a conduit à l'oppression des berbérophones, au départ massif des juifs, et ainsi de suite. Or, la plupart des nationalismes ont une base ethnique, souvent masquée par des appels emphatiques à « l'unité nationale ». Mais il n'existe presque aucun territoire « ethniquement » homogène. La victoire des nationalistes conduit donc la plupart du temps, au mieux, à la domination d'une communauté sur les autres ; au pire, à la colonisation au sens strict, c'est-à-dire au déplacement massif de population, ou au nettoyage ethnique comme on l'a vu au Rwanda, en Yougoslavie, au Congo,...

J'hésite toujours à répondre sur des scénarios « Et si... », en occurrence « Et s'il y avait un prolétariat organisé en Tchétchénie », parce que ce n'est pas une question de savoir ce qu'il devrait ou pourrait faire, mais comment l'existence même d'une telle organisation de classe modifierait la situation. La classe ouvrière industrielle, dans ce pays majoritairement rural, ne compte pas plus de 5% de la population tchéchène, très concentrée sur l'industrie pétrochimique. Mais ce fut précisément l'un des enjeux de la guerre, si bien que leur rôle est tout à fait significatif dans la situation. On peut toujours se demander ce qui se serait passé si les ouvriers tchéchènes s'étaient organisés sur une base de classe ? Mais ça ne nous apprend pas grand chose, puisque ça ne s'est pas passé comme ça.

Il faut donc procéder à l'analyse des situations réelles, en dehors du cadre de pensée nationaliste. Tu cites le cas du Tibet, où la Chine mène une politique coloniale par l'installation massive de Han, c'est-à-dire de l'ethnie majoritaire, notamment dans la capitale. Il est évident que, même pour une organisation ouvrière autonome, la question de la colonisation se poserait puisque face à eux, ils trouveraient des militaires Han, des fonctionnaires Han, installés par le pouvoir Chinois. Il faudrait à tout prix se battre pour éviter de rentrer dans une conception ethnique de la lutte de classe. Un critère essentiel, comparable à la politique des communistes-ouvriers en Irak, serait celui du statut des Han dans un Tibet indépendant. S'il s'agit de retourner l'oppression, ou de diviser la population sur une base ethnique, alors on se trouve en plein nationalisme. La pensée nationaliste attache l'homme au sol et à la communauté, fait de l'être humain en tant qu'individu un simple prolongement du « sol » et du « sang ». Le communisme, au contraire, est fondé sur l'être humain qui cherche à se libérer des déterminations pour exister comme individu au sein d'une communauté humaine mondiale.

Avant la première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg a combattu avec talent et opiniâtreté le courant nationaliste au sein du socialisme polonais. Son travail fait référence dans le corpus théorique des communistes internationalistes européens. Pourtant, avec les réserves dues à l'importance de la part non traduite de son œuvre, Mansoor Hekmat ne semble pas ou très peu s'y référer alors que tant de ses textes et de ses problématiques nous y font penser. Était-elle à ce point méconnue dans la gauche iranienne ?

N.D. – En règle générale, Mansoor Hekmat cite peu ses sources. Il fait largement référence à Marx, parfois à Lénine, au moins dans la première partie de l'œuvre, et il ne se réfère que très sporadiquement à d'autres auteurs. Je ne crois pas qu'il cite Rosa Luxemburg où que ce soit, mais selon ses proches, sur la question nationale, il n'approuvait ni Rosa Luxemburg, ni Lénine, dans la mesure où il était favorable à l'idée qu'une population puisse faire le choix de se séparer sans pour autant mettre l'accent sur le « droit des peuples à l'autodétermination » comme un axe essentiel pour les communistes. Mais il ne semble pas s'être exprimé directement à propos de Rosa Luxemburg. Il faut rappeler qu'il écrit largement à l'attention de militants iraniens qui n'ont pas accès à ces textes non traduits en farsi, et plus largement à la société iranienne qui ignore ces débats. C'est l'attitude qu'il a de manière générale vis-à-vis de Bordiga ou de Raya Dunayevskaya par exemple. Il nous faut donc chercher dans son silence ni approbation, ni désapprobation, mais comparer ce qu'il écrit sur des situations données avec ce que peuvent avoir écrit des auteurs antérieurs.

Sur la question nationale, Mansoor Hekmat admet que celle puisse être, dans certains cas, un problème existant dans la société et que l'indépendance puisse être une réponse à ce problème, mais il ne cherche pas à la parer de vertus socialistes, d'assimiler nationalisme et socialisme – ce qui est le propre du nationalisme de gauche. Il cite fréquemment l'exemple palestinien, considérant que l'indépendance de la Palestine couperait l'herbe sous le pied des islamistes, Hamas et Hezbollah, et donnerait de meilleures bases pour que la lutte des classes se reprenne un cours « normal ». Il faut bien comprendre que lorsqu'il parle de nationalisme, ça n'est pas seulement une question d'indépendance nationale, mais une conception globale du développement économique soutenu par l'État dans un cadre national, donc opposant économie nationalisée et impérialisme. C'est dans ce sens qu'il est approprié de parler de nationalisme de gauche pour des courants qui ne sont pas ouvertement souverainistes, ni spécialement patriotes ou chauvins, simplement parce que leurs conceptions économiques et sociales sont fondées sur l'État-providence et le protectionnisme.

Il faut comprendre le contexte dans lequel le marxisme révolutionnaire, puis le communisme-ouvrier se sont développés en Iran. Le premier parti communiste, fondé durant la révolution russe, avait disparu rapidement après l'effondrement de la république soviétique du Gilan, proclamée dans le nord du pays ; ses derniers partisans en exil en Russie furent massacrés par les staliniens. C'est seulement dans les années 40 que fut fondé le parti des masses (Tudeh), pro-soviétique, qui joua un rôle majeur dans l'après-guerre. Il n'y a, à ma connaissance, rien qui ressemble à ce qui a pu exister en Europe occidentale où, malgré tout, il existait une tradition vivante d'opposition de gauche au stalinisme. Donc, la référence à Rosa Luxemburg, qui a souvent été arborée, à tort ou à raison, comme un drapeau du marxisme non-léniniste en France, depuis les années 30, n'a pas du tout le même sens en Iran. Par contre, en 1978, lorsque Mansoor Hekmat et Hamid Taqvee fondèrent le « cercle pour l'émancipation de la classe ouvrière », première pierre des partis communistes-

ouvriers actuels, la question nationale se posait de la manière suivante : l'extrême-gauche, majoritairement marxiste-léniniste, considérait l'Iran comme un pays « semi-colonial et semi-féodal », selon la terminologie maoïste de l'époque. Autrement dit, pour eux, l'Iran n'était pas encore un pays capitaliste et cela justifiait l'alliance avec la « bourgeoisie nationale progressiste », réputée anti-impérialiste. C'est au nom de cette conception qu'ils justifiaient le soutien à l'ayatollah Khomeiny et aux islamistes, qui n'avaient pourtant rien de progressistes, mais qu'ils identifiaient à cette « bourgeoisie nationale ».

Le travail théorique et politique de Mansoor Hekmat, ce fut de démonter cette mythologie, en s'appuyant sur une lecture serrée du *Capital* de Marx, pour démontrer en quoi l'Iran était un pays capitaliste, où les relations sociales fondées sur le salariat et la marchandises étaient largement développées, pourquoi cette bourgeoisie nationale progressiste était un leurre et pourquoi il fallait se fonder exclusivement sur la classe ouvrière. La critique du nationalisme et de l'anti-impérialisme, même si elles étaient fondées sur un cadre théorique solidement ancrée dans le marxisme, partaient directement de la réalité vécue de la révolution iranienne, pas de simples questions de principes. C'est grâce à cette critique théorique et pratique que le petit cercle de Mansoor Hekmat est devenu en quelques années l'une des plus puissantes organisations de la gauche iranienne. Mais elle ne s'est pas limitée à analyser le nationalisme de gauche dans son cadre iranien, et c'est bien cela qui la rend pertinente pour l'Europe occidentale, même si elle mérite d'être adaptée et précisée. C'est ce que nous sommes en train de faire, en défrichant peu à peu.

(entretien réalisé par Stéphane J.)



Publié sur internet par *La Bataille socialiste* et le collectif caennais *Pas-Dupes*